

ECONOMIA cessera de paraître durant le mois d'août. Comme chaque été, notre supplément «Economia» partira en vacances à son tour. Il reprendra le premier mardi du mois de septembre dans un look renouvelé et un rubricage tout autant renouvelé. Nous remercions ses lecteurs de l'avoir suivi, enrichi par leurs suggestions. A septembre prochain.

Marché financier

Le secteur tunisien à la croisée des chemins

Comment faire pour que le marché financier tunisien demeure intéressant et attire de ce fait plus d'investisseurs, une question dont il faut juger les solutions, avec le même intérêt consacré à la problématique de l'emploi ou à l'investissement étranger. C'est ainsi que les différents représentants du secteur financier et bancaire de Tunisie ont débattu du thème de la compétitivité du secteur financier tunisien à l'occasion de la 14ème édition du Forum ATUGE.

Question de visibilité et d'attractivité

M. Taoufik Bacchar a indiqué, en ouvrant les travaux de ce forum, que l'année 2004 a été marquée par une mutation profonde dans l'assainissement financier grâce à une baisse d'un point du taux d'actifs accrochés ramenant ainsi le taux des actifs accrochés nets de provisions, le véritable indicateur du risque encouru par le secteur bancaire, à 12% du PIB encore qu'une partie de ces actifs accrochés soit couverte par les garanties et l'augmentation de 2 points du taux de couverture des créances par des provisions, l'objectif étant d'atteindre un taux de 70% en 2009.

615 DAB et GAB et 900 mille cartes de paiement

En fait, un vaste programme de modernisation du secteur a été engagé en 1997 moyennant l'instauration d'une infrastructure inter-bancaire permettant de rendre une meilleure qualité de services bancaires et offrant aux banques un environnement approprié.

Dans ce cadre, une œuvre de modernisation du système de paiement fut engagée par la mise en place d'un système de compensation électronique de toutes les valeurs bancaires. Ce système, devenu opérationnel à l'issue de la normalisation desdites valeurs et du développement adéquat des télécommunications, a permis de réduire les délais de compensation de ces valeurs à 48 heures, quel que soit leur lieu d'émission et de paiement sur tout le territoire de la République.

Et c'est dans le même sillage que s'est inscrit le développement de la monétique qui a été également au centre des intérêts des autorités au regard de l'importance qu'elle requiert dans la facilitation des transactions commerciales et le développement de la bancarisation de l'économie avec une plus grande célérité et sécurité des services à des coûts raisonnables. A ce jour, les banques ont installé 615 DAB et GAB et émis 900 mille cartes de paiement.

Même si le secteur bancaire reste la princi-

pale source de financement de l'économie, le marché financier a connu ces dernières années une profonde réforme pour asseoir l'infrastructure adéquate, l'arsenal juridique et les incitations fiscales qui motivent les investisseurs à opérer dans le marché des valeurs mobilières.

Cependant, malgré une infrastructure moderne et un encouragement continu des pouvoirs publics à travers les avantages fis-



Les banques ont installé 615 DAB et GAB et émis 900 mille cartes de paiement

caux consentis pour développer à la fois l'offre et la demande des titres sur le marché, les résultats demeurent en deçà des aspirations avec une contribution au financement de l'investissement ne dépassant pas 5% et une capitalisation boursière représentant moins de 9% du PIB à fin 2004.

Financement de l'entreprise: Un problème de management

Les intervenants à la table ronde autour du thème du financement de l'entreprise ont remarqué que malgré les différents mécanismes de financement, le secteur semble encore

patauger. Néanmoins avec la SOTUGAR, les SICAR, la Banque de financement des PME, comment expliquer la réticence du financement ?

Comme l'a témoigné Samir Zghal, de la société OXIA, les sociétés innovantes en général et les SSII en particulier, rencontrent principalement des problèmes de cash flow dû à la nature de leur activité. Il a expliqué que l'aspect immatériel de leur activité n'est pas encore très bien compris par les financiers. Il ajoute que l'absence de visibilité handicape davantage l'octroi de financement. D'autre part, l'incompréhension de la banque est décrite par l'absence d'actifs et l'absence d'un historique à même de le rassurer quant à la solvabilité de l'entreprise financée.

Néanmoins, la Société tunisienne de garantie (SOTUGAR), selon Mohamed Agrebi, du ministère de l'Industrie, de l'Energie et des PME, est un mécanisme intéressant pour essayer de résoudre les problèmes liés au financement et même la restructuration financière des entreprises. Il avance que la SOTUGAR a été créée pour aider les entrepreneurs à faire face à la réticence des banques et résoudra par des grandes mesures les problèmes de la garantie.

Abdesslem Mansour, Directeur Général de la Banque de financement des PME, a insisté sur la nécessité d'un équilibre entre les intérêts de la banque et celles de l'entreprise. Cependant, les participants se sont mis d'accord sur le fait qu'actuellement on ne peut pas parler de problèmes de financement sans résoudre les problèmes de mentalité, de management et de communication.

3 millions de cartes bancaires en 2009

Ce fait, Taoufik Bacchar a mis l'accent sur une seconde génération de réformes ayant pour objectif la convergence de notre système vers celui des pays de l'union européenne, la recherche de la satisfaction de la meilleure clientèle par

le biais d'un service bancaire répondant aux normes internationales sur le plan coût, célérité et sécurité.

Ce programme se traduira par une meilleure approche clientèle, basée sur une plus grande transparence de la relation banque/client. Ces mesures garantiront un saut qualitatif dans les services bancaires et une convergence vers un niveau de qualité comparable à celui des banques internationales à travers la clarification et la réglementation des relations banque / client, la certification de la qualité des services de base et la réorganisation des banques de manière à faire du client le centre de leur intérêt. Le Gouverneur de la Banque Centrale estime que la qualité totale relèvera ainsi d'une culture à l'échelle de chaque établissement de crédit et du secteur et sera favorisée, par ailleurs, à travers une formation professionnelle ciblée et par le biais de modules ou de cycles de formation spécialisés dans la qualité au niveau de l'enseignement supérieur.

Dans ce même cadre, le développement des technologies de l'information et des communications devrait favoriser le développement de la banque à distance, de la monétique et des paiements électroniques au profit d'une clientèle de plus en plus exigeante. L'ambition est de parvenir d'ici l'année 2009 à 3 millions de cartes soit une carte pour chaque compte et 49 millions de transactions dont 40% au titre des paiements par carte. Une stratégie adaptée sera mise en place pour atteindre ces objectifs.

Avec l'entrée en exploitation, prochainement, du système de virement de gros montants, le passage à la technologie à puces permettant de garantir la sécurité totale des paiements et la mise en place de la plate-forme des paiements électroniques depuis début juin 2005, la Tunisie se serait dotée d'un système de paiement moderne et conforme aux standards internationaux sur le double plan de la sécurité et de la célérité.

Faker BOUZGHAIA

Prisme

Incubation

Bankes, marché financier: laquelle des deux parties est en train d'entraîner l'autre dans cette léthargie, sinon dans cette frilosité et ce « renfermement » qui bloquent, a priori, la dynamique entrepreneuriale et les initiatives innovantes ?

Le marché financier en Tunisie est viscéralement conservateur. Il est ainsi structuré qu'il continue de cultiver - comme par un éternel phénomène d'incubation - les mêmes métiers, n'accepte que les secteurs codifiés et ferme la porte au nez de ceux qui, aujourd'hui, se mettent dans la logique de l'économie innovante et de l'économie immatérielle.

La force de l'économie tunisienne, on le sait (et tous les forums et les grandes institutions internationales l'attestent) réside dans ses équilibres macro-économiques.

L'Etat continue d'être le moteur d'une évolution que rien n'a altérée, même, lorsque, de par le monde, les adeptes d'Adam Smith et du dirigisme économique rendaient le tablier. Notre économie a eu la force et la force d'être d'abord une économie au service du social et non pas au service du politique. L'Etat ne se désengage pas même si le processus de privatisation doit nécessairement être mené à terme. Ce n'est pas antinomique. Il y a de surcroît une complémentarité.

Sauf que le privé ne suit pas vraiment. Et là, nous retrouvons dans un faisceau relationnel inextricable. Parfois, c'est un cercle vicieux.

Le privé a besoin de banques. Celles-ci se réfèrent aux exigences du marché financier. Or, celui-ci continue de rejeter un grand nombre de projets qui ne sont pas dans sa culture. De surcroît, on assiste à une inversion de la pyramide: les grandes entreprises se rapetissent ou gonflent, selon qu'elles se trouvent dans un secteur ou dans un autre.

Le problème se situe au niveau des « métiers »: les banques manquent de personnel qualifié pour évaluer, par exemple, l'opportunité d'octroi d'un crédit ayant trait à l'économie immatérielle. Peut-être la nouvelle banque des P.M.E. apportera-t-elle une réponse à ce déficit intellectuel et culturel. Sauf que l'environnement, c'est-à-dire le marché financier reste autarcique et relativement renfermé. Il a sa propre logique des groupements d'intérêts, ce qui est positif. Mais seuls ces groupements d'intérêts en possèdent les clés, ce qui est négatif.

Raouf KHALSI